

PRÉSENCE DE LA GRÈCE



Παρουσία της Ελλάδος

Faculté Arts Lettres Langues

33, rue du Onze novembre

42023 SAINT-ETIENNE CEDEX 2

Mars 2015

Notre adresse électronique :

presencegrece@orange.fr

Notre site Web : <http://presencedelagrece.free.fr>

La lettre N°37 το Γράμμα N° 37

Prochaine conférence de Danielle Bassez :
Vendredi 13 mars, Amphi E01 à 18h.
Vie et destin de Yannis Macriyannis,
(un des héros de la guerre d'indépendance).

1 – Le mot du Président

Nous vous invitons à visiter l'exposition intitulée « La vogue des langues à Sainté » du 8 au 30 juin à la Bibliothèque Tréfilerie. Elle est organisée par le Centre d'études sur les littératures étrangères et comparées et le Centre d'études en didactique comparée des langues et des cultures.

Nous envisageons pour l'année prochaine, peut être d'enrichir notre enseignement de Grec Moderne. Nous avons sollicité l'aide du Conseil Général et nous allons demander au bureau de coordination de l'éducation grecque s'il peut nous détacher pour quelques heures par mois un enseignant qui pourrait prendre en charge un groupe d'enfants et de débutants. Il suffit d'espérer pour entreprendre.

Un courrier de la mairie du 4 février reconduit notre subvention pour l'année 2014-2015.

En attendant que ces démarches soient en partie ou totalement satisfaites, il est important pour notre fonctionnement de cette année que nos « élèves » qui n'ont pas encore réglé les frais de participation au cours le fassent le plus rapidement possible.

Dans le même registre, nous fonctionnons essentiellement avec le montant des cotisations des adhérents, nous vous invitons donc à renouveler votre adhésion dès maintenant et invitons nos lecteurs et les personnes que nos conférences intéressent à nous rejoindre.

Vous trouverez en fin de cette lettre un bulletin d'adhésion

Nous renouvelons aussi notre invitation à consulter le site web de l'association qui a été mis à jour et que peu d'adhérents consultent : <http://presencedelagrece.free.fr>

2 – Nos prochaines activités

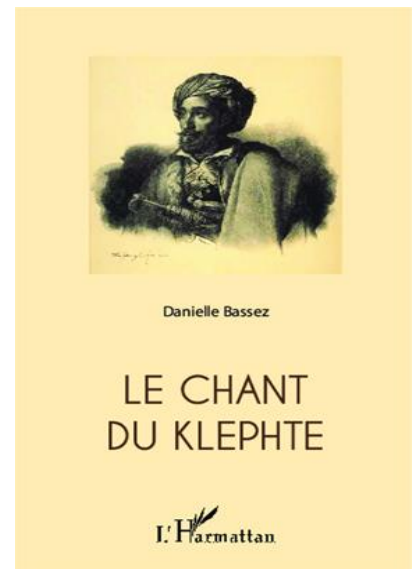
Sauf indication contraire nos conférences ont lieu à 18h dans l'amphi E 01 (Amphi Lauras) à la Faculté ALL (Arts Lettres Langues) 33 rue du Onze novembre à Saint-Etienne (Site Tréfilerie, entrée rue Richard). Reportez vous au plan proposé à la fin de cette lettre.

2.1 – Conférence de Danielle Bassez : Vie et destin de Yannis Macriyannis, (un des héros de la guerre d'indépendance). Vendredi 13 mars 2015 à 18 h.



La conférence de Danielle BASSEZ s'appuiera probablement sur sa récente publication : *Le chant du Klephte*.

Athènes. 1853. Jeune, Macriyannis a suivi la geste des klephtes, ces Grecs rebelles qui harcelaient l'occupant turc. Fils de paysans, orphelin, il a participé à la guerre d'indépendance contre les Ottomans. Puis, cet illettré apprend à écrire en autodidacte et, troquant le sabre contre la plume, il entreprend de rédiger ses Mémoires. Jusqu'au jour où il doit se défendre d'accusations iniques... « *Un homme debout, restant sans cesse à hauteur d'homme, ni surhomme, ni vermisseau* » Georges Sféris



2 2 – Jeudi 23 avril Avec Philippe Marmara Danses traditionnelles grecques avec projection et musique suivie du Tsourekis à la MRASH.

2.3 – Jeudi 21 mai projection du film debtocracy Amphi E01 à 18 heures

Projection privée et gratuite. Debtocracy est un film grec documentaire sorti en avril 2011 réalisé par deux journalistes grecs : Katerina Kitidi et Aris Chatzistefanou. Le film traite principalement de la crise de la dette grecque de 2010, et prend pour exemple le cas de l'Équateur, et montre comment ce pays a réussi à s'en sortir grâce à un audit de sa dette et en répudiant une partie de sa dette. Les fondateurs du projet Debtocracy soutiennent que la Grèce doit suivre la même voie en commençant par créer une commission d'audit de la dette souveraine puis en sortant de l'euro.

2.4 – Vendredi 19 juin à 18 h. Assemblée Générale annuelle suivie du repas convivial, repas surprise.

3 – Bilan de nos dernières activités

3.1 – Conférence du docteur Yves Buyles Bodin : L'école ionienne d'art sacré : un hybride culturel suivie du repas convivial d'hiver le 12 décembre 2014

Comme d'habitude Yves Buyles Bodin a su séduire par sa spontanéité l'auditoire nombreux. Il nous a gratifié de sa présence à notre repas convivial ; nous le remercions de devenir un habitué parmi nos conférenciers



Sandrine Coin-Longeray sous la protection d'Apollon



Yve ent l Le Dr Yves Buyles Bodin et, son épouse, encadrent les deux Présidents

3.2 – Conférence de Sandrine Coin-Longeray sur le thème d'Apollon, le 9 janvier 2015, suivie de la Vassilopita

Cette jeune habituée de nos conférences nous a montré les multiples fonctions parfois contradictoires du dieu oblique. Elle a ensuite partagé la Vassilopita avec nous.

4 – L'histoire bégaye :

4.1 - La situation monétaire en Grèce, Le monde (archives du 12.mars 1945)

La véritable monnaie qui a cours aujourd'hui en Grèce n'est ni la drachme, ni la livre employée par l'autorité militaire britannique, mais le souverain or. Les trafiquants du Proche-Orient ont toujours eu une prédilection pour la monnaie-or, mais la demande s'est précipitée lors de l'inflation allemande de 1942 qui a délibérément détruit la drachme. Le souverain-or, qui n'avait jamais cessé de circuler, est alors devenu le véritable étalon des échanges, à telle enseigne que les Allemands, puis les Alliés se virent dans l'obligation d'en introduire des quantités en Grèce. L'importation et l'exportation de l'or sont formellement interdites à titre privé, mais il existe un vaste trafic avec l'Égypte et l'Italie. Peu après la stabilisation de la drachme à 500 pour une livre en novembre dernier, la Banque de Grèce avait commencé à vendre des souverains-or à 4, puis plus tard à 4,67 livres papier par souverain contre un cours officiel anglais de moins de 2 livres. Mais les acheteurs les revendirent rapidement au marché noir entre 5 et 5 livres 1/2.

4.2 – Grèce : la dette, la souveraineté et le poète d'Alexandrie Le Monde 8.août 2011 (Par Alain Salles)

Ce que ressentent un bon nombre de Grecs aujourd'hui a été décrit en 1928 avec une précision prophétique par le grand poète grec moderne, Constantin Cavafy (1863-1933), dans un poème intitulé *Dans une grande colonie grecque, 200 av. J.-C.*

« Il est peut-être temps, comme bien des gens le pensent, /de faire venir un Contrôleur pour restructurer l'Etat./Pourtant l'inconvénient et la difficulté/avec ces Contrôleurs, c'est qu'ils font/des histoires à n'en plus finir/avec n'importe quoi. (...) Ils s'enquêtent/du plus infime détail et passent tout au peigne fin/et aussitôt se mettent en tête de réformes radicales/en réclamant qu'elles soient appliquées sans délai./ En plus ils ont tendance à imposer des sacrifices." ... "Et quand, la chance aidant, ils auront achevé leur travail,/ et qu'une fois tout passé en revue et tout disséqué avec soin,/ils s'en seront allés, empochant leur juste salaire,/nous verrons ce qui va rester, après/une telle rigueur chirurgicale." (Traduction de Dominique Grandmont, collection Poésie/Gallimard).

5 – Nos adhérents nous informent et participent à «Το Γράμμα »

Nos adhérents nous font parfois partager leurs trouvailles sur l'internet. En voici quelques-unes. Merci de leur participation.

Rappels : - Pour voir les côtes grecques d'hélicoptère :

<http://tripinview.com/#/map/>

- Prasinades proposé par Stavroula Kefallonitis :

<http://prasinades.blogspot.fr/2014/11/>

Nouveaux : Pour lire Ta néa :

<http://www.tanea.gr/>

<http://www.greekcrisis.fr/2015/01/Fr0397.html#deb>

<http://grece.auvergne.free.fr/Informations.htm> Site de l'Association Amitié Grèce Auvergne qui propose une remarquable documentation sur la situation grecque, il faut s'y inscrire pour accéder gratuitement à Aganews qui propose des articles récents en français.

6 – Un peu d'art dans ce monde économique un peu sauvage »

Yannis Gaïtis, né à Athènes en 1923 et mort en 1984 est un peintre et sculpteur grec. Ses hommes-robots stéréotypés, vêtus de veste à carreaux, sont typiques de son art. Dans l'île d'Ios un projet de musée lui est consacré, bâti d'après les plans de l'architecte Loretta Gaïtis sa fille



YANNIS GAÏTIS. – « La Rencontre ou Face à face », de la série « Paysages d'hommes », 1977



YANNIS GAÏTIS. – « Boîte à sardines ou La Mise en boîte », 1972-1973

7 – Actualité sociale et politique (divers articles récents)

7.1 – Contre l'austérité à perpétuité Soutenir la Grèce, Le Monde Diplomatique, mars 2015, par **Serge Halimi**

Appuyée par la plupart des capitales européennes, l'Allemagne n'accepte pas l'arrivée au pouvoir à Athènes d'un gouvernement de gauche déterminé à appliquer son programme. Elle prétend tirer argument de sa domination économique et financière pour contraindre la Grèce à tenir le cap d'une politique d'austérité qui l'a ruinée.

Les Grecs n'ont pas besoin qu'on leur explique la signification du terme « démocratie ». Pourtant, les leçons pleuvent sur leurs têtes depuis qu'ils ont porté au pouvoir une force de gauche déterminée à

tourner le dos aux politiques d'austérité qui depuis six ans les tourmentent. ... Désormais, une épreuve de force les oppose à ceux qui veulent tenir ce qu'ils ont promis, et à quoi ils croient. Elle sera d'autant plus rude que ces derniers pourraient diffuser à des tiers, jusqu'alors résignés à leur impuissance, des idées menaçantes pour l'ordre social. Au-delà du sort de la Grèce, cet affrontement engage le destin de la démocratie européenne.

Sitôt connue la victoire de Syriza, chacun semblait s'être donné le mot sur le Vieux Continent. Sur un mode arrogant, Berlin mais aussi Madrid, La Haye, Lisbonne et Helsinki expliquèrent que l'alternance à Athènes ne changeait rien, puisque la politique rejetée par les Grecs devrait être poursuivie sans aucune modification. Sur un ton plus doux, on susurrail la même chose à Rome, Bruxelles et Paris : « *Il faut, estima le ministre des affaires étrangères français Laurent Fabius, concilier le respect du vote par l'électeur et le respect des engagements de la Grèce en matière de réformes.* » Mais tous les gouvernements de l'Union européenne semblent ne se soucier que du second terme de l'équation. Et s'offusquer quand M. Alexis Tsipras insiste pour rappeler le premier.

Le mérite de Syriza est immense. Pas seulement parce que son choix l'amène à réhabiliter des termes devenus aussi insolites dans la vie démocratique que « souveraineté », « dignité », « fierté », « espoir ». Mais aussi parce que les instruments destinés à garrotter la volonté d'une Grèce indocile sont exhibés aux yeux de tous. Faute d'un accord avec ses partenaires européens et avec le Fonds monétaire international (FMI), le pays risque de se retrouver à court d'argent. Ses options les plus évidentes ne seraient alors guère enviables : quitter la zone euro, emprunter à des taux prohibitifs auprès des marchés financiers.

M. Tsipras l'a compris : on attend de lui qu'il capitule. Car tant qu'il se cabre, tant qu'il mobilise l'enthousiasme de sa population, il défie un ordre économique et sa camisole de force...

Moins de dix jours après la victoire de Syriza, les banquiers centraux de la zone euro envoyaient leur première salve punitive en privant subitement les banques grecques de leur principal canal de financement. C'était un moyen pour eux d'obliger Athènes à négocier dans l'urgence un accord avec ses créanciers, essentiellement les États européens et le FMI, et à reprendre le programme d'austérité là où le précédent gouvernement l'avait laissé. M. Hollande jugea aussitôt « *légitime* » le coup de force de la Banque centrale européenne (BCE). Tout comme le premier ministre italien, M. Matteo Renzi. Si l'on ne sait jamais très précisément où se trouve le président français, du moins comprend-on désormais où il ne se situe pas : avec le peuple grec.

Pendant que le garrot européen se resserre, que les marchés financiers accentuent leur pression sur le gouvernement d'Athènes, les termes du jeu deviennent clairs. La Grèce est soumise à un diktat. En échange des financements dont elle a besoin, on exige qu'elle entérine sur-le-champ une avalanche d'exigences, toutes contraires au programme de son gouvernement : réduire une fois de plus les retraites et les salaires, augmenter encore le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), engager la privatisation de quatorze aéroports, affaiblir davantage le pouvoir de négociation des syndicats, affecter des excédents budgétaires croissants au remboursement de ses créanciers alors même que la détresse sociale de son peuple est immense. « *Les ministres [de l'Eurogroupe], a précisé M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques, étaient tous d'accord sur le fait qu'il n'existe pas d'alternative à la demande d'une extension du programme actuel.* » Avant de répéter le célèbre slogan de Margaret Thatcher, M. Moscovici, se souvenant peut-être qu'il était membre d'un parti socialiste, avait néanmoins tenu à préciser : « *Ce que nous voulons, c'est aider le peuple grec* ». L'aider, mais en lui interdisant de dévier de la politique d'austérité qui l'a ruiné.

La Grèce, fait savoir son ministre des finances Yanis Varoufakis, est « *déterminée à ne pas être traitée comme une colonie de la dette dont le destin est de souffrir* ». L'enjeu en cause dépasse ainsi celui du droit d'un peuple à choisir son destin, y compris quand... le ministre des finances allemand, M. Wolfgang Schäuble, estime qu'il « *a élu un gouvernement qui agit de manière un peu irresponsable* » Car la question posée porte aussi sur la possibilité pour un Etat de s'extraire de stratégies destructrices, au lieu de devoir les durcir chaque fois qu'elles échouent.

Vingt-sept assassins de l'espérance

Depuis que les institutions européennes ont jeté leur dévolu sur la Grèce et soumis l'économie la plus déprimée de l'Union à la politique d'austérité la plus draconienne, de quel bilan peuvent-elles se

prévaloir ? Celui qu'on pouvait attendre et qui fut d'ailleurs annoncé : une dette qui ne cesse d'enfler, un pouvoir d'achat qui s'effondre, une croissance atone, un taux de chômage qui s'envole, un état sanitaire dégradé. Mais peu importe, le Gramophone européen le répète : « La Grèce doit respecter ses engagements ! » Sclérosée dans ses certitudes, la sainte alliance refuse même d'entendre le président des Etats-Unis quand il explique, encouragé dans son analyse par une armada d'économistes et d'historiens : *« On ne peut pas continuer à pressurer des pays en dépression. A un moment donné, il faut une stratégie de croissance pour pouvoir rembourser ses dettes. »*

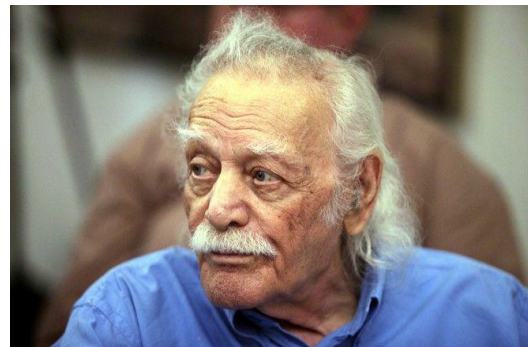
L'effondrement économique de la Grèce depuis six ans est comparable à celui que quatre ans de destructions militaires et une occupation étrangère avaient infligé à la France pendant la première guerre mondiale. On comprend alors que le gouvernement de M. Tsipras bénéficie dans son pays, y compris à droite, d'un énorme appui populaire quand il refuse de prolonger une politique aussi destructrice. Et de se résigner à survivre *« comme un drogué qui attend sa prochaine dose »*. Hélas, Syriza compte moins d'appuis ailleurs. Un peu à la manière du roman d'Agatha Christie *Le Crime de l'Orient-Express*, enquêter sur les assassins potentiels de l'espérance grecque obligerait à interroger la totalité des gouvernements européens. Et d'abord l'Allemagne : les règles disciplinaires qui ont échoué sont les siennes ; elle entend écraser les peuples qui renâclent à les subir indéfiniment, surtout quand ils sont méditerranéens. Avec l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, le mobile du crime est encore plus sordide. Les populations de ces États auraient en effet intérêt à ce que la main de fer de l'austérité cesse enfin de les broyer. Mais leurs gouvernements ont peur, en particulier quand chez eux une force de gauche les menace, qu'un État ne démontre enfin qu'on peut refuser d'emprunter *« un chemin balisé, un chemin connu des marchés, comme des institutions et de l'ensemble des autorités européennes »*, celui dont M. Michel Sapin, ministre des finances français, continue de prétendre qu'on doit *« l'explorer jusqu'au bout »*. Or une éventuelle échappée belle d'Athènes démontrerait que tous ces gouvernements se sont fourvoyés en faisant souffrir leur peuple.

Chacun sait en effet qu'à moins de parvenir à *« tirer du sang à une pierre »*, la dette grecque ne sera jamais remboursée. Comment ne pas comprendre également que la stratégie économique de Syriza consistant à financer des dépenses sociales urgentes grâce à une lutte contre la fraude fiscale pourrait enfin s'appuyer sur une jeune force politique, populaire, déterminée, issue des mouvements sociaux, dégagée des compromissions du passé. A défaut d'être « balisée », la voie est donc tracée. Et l'avenir fait penser à ce qu'écrivait la philosophe Simone Weil à propos des grèves ouvrières de juin 1936 en France : *« Nul ne sait comment les choses tourneront. (...) Mais aucune crainte n'efface la joie de voir ceux qui toujours, par définition, courbent la tête la redresser. (...) Ils ont enfin fait sentir à leurs maîtres qu'ils existent. »* Le combat des Grecs est universel. Il ne suffit plus que nos vœux l'accompagnent. La solidarité qu'il mérite doit s'exprimer en actes. Le temps est compté.

7.2 – Glezos : « Je demande au Peuple Grec de me pardonner d'avoir contribué à cette illusion » Par La Rédaction Okeanews 22-02-2015

Depuis Bruxelles, Manolis Glezos foudroie le gouvernement à propos des manœuvres durant les négociations avec les créanciers et du changement de discours de SYRIZA. Il rappelle qu'« entre l'opprimeur et l'opprimé, il ne peut être question de compromis... La seule solution c'est la liberté ». Glezos s'estime déjà trahi par le gouvernement grec. Il appelle à refuser le compromis et demande aux militants de décider.

Manolis Glezos n'est pas n'importe qui pour les Grecs. Il est l'un des deux jeunes qui, le 30 mai 1941, ont décroché le drapeau de l'Allemagne nazie de la colline de l'Acropole. Condamné à mort par contumace, il a rejoint la résistance dans les rangs communistes et fut plusieurs fois torturé et emprisonné. Durant la guerre civile grecque, il fut à nouveau condamné à mort en 1948, sauvé grâce à la mobilisation internationale, il ne fut libéré qu'en 1954. Entretemps, depuis sa prison, il avait été élu député pour la Gauche démocratique unie (EDA). Durant le régime des colonels (1967-73), il fut encore arrêté, emprisonné 4 ans et exilé.



Manolis Glezos 92 ans.

Par un article qu'il signe depuis Bruxelles, le député européen SYRIZA, Manolis Glezos, critique de manière particulièrement acerbe les manœuvres gouvernementales. « *Changer le nom de la troïka en « institutions », celui du mémorandum en « accord » et celui des créanciers en « partenaires », ne change en rien la situation antérieure* », écrit le cadre historique de la Gauche qui apparaît déçu des derniers développements entre la Grèce et ses créanciers.

« *Plus d'un mois est passé et la promesse n'est toujours pas transformée en acte. Dommage et encore dommage. Pour ma part, je demande au Peuple Grec de me pardonner pour avoir contribué à cette illusion* », écrit-il en invitant les amis de SYRIZA à participer dans les plus brefs délais à un dialogue sur le parcours du parti et les manœuvres en cause.

Changer le nom de la troïka en « institutions », celui du mémorandum en « accord » et celui des créanciers en « partenaires », ne change en rien la situation antérieure. L'on ne change pas non plus, bien entendu, le vote du peuple Grec aux élections du 25 janvier 2015.

Il a voté pour ce que SYRIZA avait promis : abolir le régime d'austérité qui n'est pas seulement une stratégie de l'oligarchie allemande mais aussi de celle des autres pays créanciers de l'Union européenne et de l'oligarchie grecque. Nous abolissons les mémorandums et la troïka, nous abolissons toutes les lois de l'austérité.

Au lendemain des élections, d'une seule loi, nous abolissons la troïka et ses effets. Un mois est passé et cette promesse n'est toujours pas transformée en acte. Dommage ! Pour ma part, je demande au Peuple Grec de me pardonner d'avoir contribué à cette illusion. Mais, avant que le mal ne progresse. Avant qu'il ne soit trop tard, réagissons. Avant toute chose, par le biais d'assemblées extraordinaires, dans toutes les organisations, quel qu'en soit le niveau, les membres et les amis de SYRIZA doivent décider s'ils acceptent cette situation. D'aucuns prétendent que, pour obtenir un accord, il faut savoir céder. En tout premier lieu, entre l'opprimeur et l'opprimé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté. Mais, même si nous acceptons cette aberration, ce que les gouvernements antérieurs ont fait avec le chômage, l'austérité, la pauvreté, les suicides, en soutenant les mémorandums, va bien au-delà de toute limite de compromis.

Manolis Glezos, Bruxelles, le 22 février 2015

7.3 – Nous avons besoin de temps et nous ne pouvons pas revenir en arrière. Réponse de Dimitris Alexakis aux sévères critiques à l'encontre du gouvernement grec. 25 février 2015

Avant de parler de « trahison », de « capitulation » et de « reniement », je crois qu'il faudrait d'abord revenir à l'événement majeur de ces dernières semaines qu'est l'événement même des élections. Pour la première fois, un parti de « gauche radicale » a remporté des élections en Europe. Ces élections ont créé une situation nouvelle à l'échelle de l'Europe. Les critiques formulées ces derniers jours ... à l'encontre du gouvernement grec (« capitulation » face aux diktats de la BCE et du ministre des Finances allemand, « reniement » du programme de Thessalonique, « trahison » des dirigeants) font l'impasse sur une question



Dimitris Alexakis (source : page Facebook)

Alexis Tsipras aurait-il été élu si son parti avait adopté avant les élections la stratégie de rupture avec l'Europe que plusieurs, au sein de Syriza, préconisaient ? Le peuple grec aurait-il soutenu aussi fortement, avant et surtout après les élections, un programme ayant pour horizon immédiat la sortie de l'euro et/ou de l'UE ? Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une hypothèse d'école ; je crois qu'il faut prendre au sérieux le fait que les électeurs se sont prononcés en faveur d'un programme social fondé sur une renégociation (certes hypothétique) des accords liant la Grèce au service de la dette.

La ligne défendue par « l'aile gauche » de Syriza avant les élections reposait sur la conviction qu'il est impossible de lutter contre les politiques d'austérité et de faire advenir une autre politique dans le cadre de l'euro ; en l'absence de « partenaires » dignes de ce nom et de dialogue possible, Syriza devait adopter une

stratégie de rupture et placer au centre du débat la question de la sortie de l'euro. La critique qu'ils formulent aujourd'hui est que la ligne majoritaire, celle qui l'a finalement emporté au sein du parti, reposait sur une ambiguïté – une ambiguïté qui, à l'épreuve du réel, a volé en éclats.

Reste que les électeurs se sont prononcés en faveur d'une option différente de celle que prônait «l'aile gauche» de Syriza. La proposition majoritaire avait sans doute nombre d'ambiguïtés et d'angles morts (la proposition d'une sortie de l'euro comporte elle aussi, d'énormes zones d'ombre ?), c'est pourtant sur cette proposition que nous nous sommes prononcés en votant.

L'isolement de la Grèce, les concessions faites et les pressions subies par le gouvernement grec dans les jours et les heures ayant précédé la signature de l'accord (menaces d'asphyxie économique combinées au *bank run* en cours) donnent apparemment raison aux tenants de la rupture : cette négociation le couteau sous la gorge n'en est pas une et nos « partenaires », emmenés par la droite allemande, nous ont déclaré la guerre. Le gel décidé par la BCE et les propos de Wolfgang Schäuble, avant et après l'accord, sont parfaitement clairs sur ce point.

Mais Syriza a bien été élu pour mettre en œuvre le programme de Thessalonique Et conduire une renégociation d'ensemble des accords liant la Grèce au service de la dette. Cette proposition était peut-être bancal, il n'empêche : l'alternative que Syriza a proposée aux électeurs grecs était sous-tendue par l'idée qu'un espace de négociation était (peut-être) possible, qu'une brèche pouvait (peut-être) être ouverte, que la politique européenne pouvait (peut-être) être infléchie. En ce sens, ce vote était aussi un message adressé aux dirigeants de l'UE et surtout aux opinions publiques européennes. C'était un vote européen.

Quelles que soient ses ambiguïtés de départ, cette proposition devait être honorée par le gouvernement élu – à moins de considérer l'événement même du vote comme un événement mineur. Pour le dire autrement : il fallait essayer, il fallait en passer par là et aller au bout de ce processus.

Les critiques formulées aujourd'hui par l'«aile gauche» de Syriza reposent à mon sens sur une légitimation « après coup » de la stratégie de rupture d'avec l'UE : « après coup » parce qu'elles font l'impasse sur la véritable séquence des événements. C'est un peu mettre la charrue avant les bœufs.

Dans cette séquence, le fait que la déclaration de guerre ait été formulée temps par la Banque centrale européenne puis, par le ministre allemand des Finances est tout sauf anodin et pèsera certainement sur la stratégie du gouvernement, sur la lecture que le peuple grec et les peuples européens font et feront de ces événements, sur le soutien populaire que le peuple grec peut espérer à l'avenir.

J'ai le sentiment qu'en suivant jusqu'au bout la stratégie annoncée avant les élections – jusqu'à l'accord de Bruxelles, qui marque sans doute la fin de ce processus –, le gouvernement grec a pris à témoin le peuple grec, les citoyens grecs qui l'ont élu, ceux qui, en très grand nombre, ont soutenu sa stratégie de renégociation, et tous les peuples d'Europe.

Moins que de «capitulation», il faudrait peut-être parler de «clarification» : la pièce qui se jouait jusqu'alors en coulisses, avec les gouvernements grecs précédents, se joue à présent au grand jour, sous les yeux des peuples (je ne pense pas que la publication de l'ensemble des documents de la «négociation» par le ministre des Finances grec soit un pur artifice de communication).

Si la violence des institutions européennes apparaît à nu, si l'Europe s'est trouvée acculée à répondre par la violence, le déni de la démocratie, le chantage, aux exigences du gouvernement grec, il faudrait prendre garde de ne pas oublier qu'elle l'a fait en réponse et par réaction aux élections grecques et à la stratégie suivie par le gouvernement après les élections – une stratégie reposant d'une certaine façon sur un «comme si» : «Faisons comme si l'Europe était démocratique ; faisons comme si une véritable négociation pouvait avoir lieu ; faisons comme si les revendications d'un gouvernement élu pouvaient être entendues ; faisons comme si l'Europe pouvait prendre en compte la crise humanitaire qui ravage la société grecque ; faisons comme si l'Europe pouvait entendre la voix de la raison. » On peut comprendre sous cet angle le fait que le ministre des Finances grec n'ait pas utilisé l'argument ou l'arme de la sortie de l'euro – comme le fait qu'il ne se soit pas seulement référé à Marx et à Keynes, mais aussi, non sans humour, à Emmanuel Kant... C'est un peu le paradoxe du comédien : s'il s'agissait de faire «comme si», il fallait le faire sérieusement, jusqu'au bout.

Toute la stratégie du gouvernement grec repose peut-être sur ce «comme si». Il s'agit peut-être d'un simulacre ou, comme le dit Manolis Glézos, d'une «illusion», mais je crois qu'il n'était pas possible de

faire l'économie de ce pas. Il n'était pas possible, à ce stade, de ne pas accorder (un minimum de) créance au semblant de démocratie dont les institutions européennes se paraient jusqu'à présent, pas possible de faire «comme si on n'y croyait pas» — parce qu'une très grande partie des électeurs de Syriza y croyaient (encore), voulaient (encore) y croire — moi y compris.

Maintenant, quelque chose a eu lieu : une grande majorité de Grecs ont soutenu les tentatives du gouvernement à Paris, à Londres, à Rome, à Bruxelles, et se sont avec lui heurtés à un mur. Maintenant, les choses sont sensiblement différentes. Maintenant, nous ne sommes plus seulement dans l'«après» et l'espérance des élections mais dans l'«après» et le réel de l'accord de Bruxelles et du chantage. Maintenant, nous sommes de plus en plus nombreux à ne plus croire que cette Europe-là laisse la place à autre chose qu'à l'asphyxie politique et à la barbarie néo-libérale.

Nous essayons de tirer les conséquences des événements qui viennent de s'écouler, nous parlons, nous parlons sans cesse, et ce que nous disons et ce que nous entendons, dans la rue, au travail, en discutant avec des amis ou des inconnus, c'est : soit une autre Europe, soit la sortie de l'euro.

Ce sont des sujets dont la société doit s'emparer et discuter – pas seulement une fraction, minoritaire ou majoritaire, et pas seulement les instances d'un parti, mais la société tout entière.

Et il n'est pas exclu (c'est en tous cas mon espoir) que le repli du gouvernement après la signature de l'accord de Bruxelles puis l'envoi à la Troïka de l'essentiel du programme de Thessalonique ouvrent la voie à ce débat-là – dans la société grecque, déjà, mais aussi, bien sûr, au-delà.

Nous avons besoin de temps et nous ne pouvons pas revenir en arrière. Source : wordpress.com

7.4 – Alors que la crise s'aggrave, la Grèce humiliée regarde avec nostalgie son passé byzantin. (Ambrose Evans-Pritchard, *The Daily Telegraph*, le 28 février 2015, [Humiliated Greece eyes Byzantine pivot as crisis deepens](http://www.telegraph.co.uk/news/finance/economy/greece/1144444/Humiliated-Greece-eyes-Byzantine-pivot-as-crisis-deepens/). Traduction de Jean-François Goulon)



Un des prototypes pour le nouveau billet de 200 drachmes

Aucun camp n'a l'avantage dans cette partie de poker stratégique qui pourrait toujours forcer la Grèce à sortir de l'euro. Les nouveaux modèles de billets de la Grèce sont prêts. Le billet vert de 50 drachmes est orné du portrait de Cornelius Castoriadis, ennemi juré des privatisations. Le poète Odysseus Elytis, prix Nobel et héraut d'un hellénisme tourné vers l'Orient, est en effigie sur le billet de 200 drachmes.

Les billets vont jusqu'à 10.000 drachmes, une sage précaution en cas de choc hyper-inflationniste si la Grèce devait sortir précipitamment de la spirale dette-déflation dans laquelle elle se trouve. Ces modèles de billets non-officiels font un petit succès dans les milieux artistiques. Le parti radical grec Syriza a signé un fragile cessez-le-feu avec les puissances créancières de la zone euro. Peu nombreux sont ceux qui pensent que cet état de fait peut durer, alors que les échéances de remboursements de sommes de plus en plus lourdes atteindront leur paroxysme en juin.

Chaque camp a accepté cette supercherie avec égal cynisme, sachant que cet accord temporaire élude la véritable nature de la crise grecque et n'a aucune chance de rapprocher des politiques qui s'opposent du tout au tout. Ils se sont donné du temps, mais pas beaucoup. « Je suis le ministre des finances d'un pays en faillite », dit Yannis Varoufakis, ce keynésien avant-gardiste investi de la mission de trouver une solution aux malheurs économiques de l'Europe. Il doit d'abord s'occuper de sa propre crise de liquidités. Les arriérés d'impôt ont atteint 74 milliards d'euros, augmentant chaque mois de 1,1 milliard d'euro. « Ce n'est pas de l'évasion fiscale. Il s'agit de gens ordinaires qui ne peuvent pas payer parce qu'ils sont dans la détresse », a-t-il déclaré au *Telegraph*.

L'Eglise orthodoxe grecque se démène pour recoller les morceaux. « Les conseils régionaux ne peuvent pas suivre. Alors, les gens se tournent vers nous pour trouver de quoi se nourrir », dit le Père Nicolaos d'une paroisse située dans un quartier ouvrier à l'ouest d'Athènes. « Nous donnons à manger à 270 personnes et la situation s'aggrave de jour en jour. Aujourd'hui, nous avons découvert trois jeunes enfants qui fouillaient les poubelles pour trouver de la nourriture. Ils vivent dans un immeuble à l'abandon », dit-il, à l'étroit dans un bureau où sont entassés des sacs de pains et des produits de première nécessité. « Nous tenons grâce aux dons des boulangeries. Si nous sommes à court de haricots ou de

lentilles, je lance un SOS et tout le monde amène ce qu'il peut. Il y a un esprit de solidarité parce que personne ne se sent à l'abri », ajoute-t-il. Sa pauvre église paroissiale de Drapetsova a été construite par des réfugiés venant de Smyrne et de Pontos, victimes de la « Catastrophe » de 1922, lorsqu'un nettoyage ethnique a exterminé les communautés grecques d'Asie Mineure.

Les sociétés de service public ont coupé l'électricité – et parfois aussi l'eau – alors que les arriérés s'accumulent, laissant 300.000 Grecs dans l'obscurité. « Ils viennent demander des bougies. Ils ne peuvent pas utiliser leurs réfrigérateurs. Il leur est impossible de cuisiner leurs aliments. Leurs enfants ne peuvent plus faire leurs devoirs scolaires », dit-il. C'est pratiquement la description d'un Etat en faillite.

Rétablir l'électricité est la priorité du « programme de Thessalonique » de Syriza, avec les bons alimentaires, l'arrêt des saisies immobilières et le versement d'un mois de retraite supplémentaire aux plus démunis.

Le Père Nicolaos exhorte Syriza à tenir bon. « Oui, nous, les Grecs, avons une part de responsabilité dans notre ruine, mais l'Europe y tient également sa part. Nous ne devons pas tout privatiser à n'importe quel prix ou vendre nos monuments pour rembourser nos dettes. Nous devons nous battre », dit-il. Syriza a reçu un mandat bien particulier.

Les Grecs ont émis un vote de défi mais ils veulent aussi rester dans l'euro, deux objectifs difficiles à concilier. Les points de vue sont divisés quant au sentiment qui l'emporte. Par conséquent, il est difficile de prédire dans quel sens ira Alexis Tsipras. Le Premier ministre doit encore dévoiler son jeu. « Lorsque le choix arrivera, je crains que Tsipras n'abandonne notre programme plutôt que de renoncer à l'euro », déclare un député Syriza, jetant prudemment un coup d'œil alentour, au cas où quelqu'un écouterait, alors que nous prenons un café au parlement dans la cantine « des conspirationnistes ». « L'euro est plus qu'une monnaie. C'est une sorte de talisman pour les Grecs. Ce ne fut que lorsque nous avons rejoint l'euro que nous nous sommes sentis vraiment européens. Il existait toujours un doute tenace auparavant », dit-il.



« Mais on ne peut pas combattre l'austérité sans affronter directement la zone euro. Il faut être prêt à la quitter. Il faudra du temps pour que le parti accepte cette dure réalité. Je pense que l'euro a été une colossale erreur historique, et plus vite nous nous en débarrasserons, mieux se sera pour les peuples d'Europe, mais ce n'est pas le point de vue du parti », dit-il.

Une suite rapide événements pourrait accélérer la prise de décision. Nomura dit que Syriza pourrait, dans les dix jours, ne plus avoir l'argent pour assurer le fonctionnement de base du gouvernement. « Le risque d'un contrôle des capitaux reste élevé », dit-il. La Grèce doit rembourser en mars 1,6 milliards d'euros au Fonds Monétaire International.

Alekos Flambouraris, le ministre des affaires gouvernementales, a déjà commencé à prononcer le mot fatal de « délai », comme s'il était possible de retarder un remboursement au FMI sans déclencher un effondrement de la confiance. Certains membres haut-placés de Syriza avertissent en privé que le défaut devient une réelle et alarmante possibilité. « La situation est si mauvaise que tout pourrait arriver.

On accuse la Banque Centrale Européenne (BCE) d'avoir déclenché une « fuite des capitaux » du système bancaire « qui se réalise d'elle-même », en refusant d'accepter en nantissement des titres grecs contre des prêts. Cette décision a été prise quelques jours après la victoire écrasante de Syriza et avant que les dirigeants de l'Union Economique et Monétaire (UEM) n'aient pu émettre d'opinion. Cette manœuvre préventive de la BCE est vue par Athènes comme un acte de guerre contre-insurrectionnelle visant le premier parti de la gauche radicale à être élu en Europe occidentale depuis 1945. Cela ne lui sera pas facilement pardonné.

Les sorties de capitaux étaient élevées même avant cela. L'évaporation des dépôts bancaires a atteint 12,8 milliards d'euros en janvier. Cela se voit dans les données de paiement « Target2 » du système de la BCE. Le passif de la Banque centrale grecque vis-à-vis du reste du réseau de l'UEM est monté en flèche, passant de 49 milliards d'euros en décembre à 76 milliards d'euros en janvier, alors que la fuite des capitaux s'est accélérée. Il a peut-être atteint aujourd'hui les 100 milliards d'euros.

Cela est à double tranchant. Les créanciers ont encore plus à perdre si la Grèce part en vrille et échappe à tout contrôle. Un refus total d'honorer la dette due aux institutions de l'UEM et aux Etats coûterait plus de 300 milliards d'euros. Ce serait le plus gros défaut de tous le temps, en termes d'ampleur.

Pourtant, l'Allemand Wolfgang Schäuble continue de marteler son poing sur la table. « La Grèce n'aura pas un seul euro tant qu'elle ne se sera pas conformée à ses obligations », a-t-il déclaré.

Il n'y aura pas d'apport d'argent frais avant fin-avril de la part de la Troïka UE-FMI, renommée les « institutions ». Et cela non plus n'est pas garanti. Syriza doit d'abord montrer que la Grèce fait réellement ce que la Troïka exige d'elle, pas seulement l'annoncer.

La situation sera encore plus critique lorsque l'accord provisoire se terminera fin juin, et que la Grèce devra rembourser 6,7 milliards d'euros à la BCE. « Nous allons avoir quatre mois de chicaneries et de bagarres avec les institutions européennes, et lorsque nous nous retrouverons en juin nous serons de nouveau exactement face au même chantage sur le soutien en liquidités, voire pire », dit Costas Lapavistas, un député Syriza, professeur d'économie à l'université de Londres.

Pourtant, les dirigeants de Syriza ne prennent pas entièrement au sérieux les menaces de Schäuble. A tort ou à raison, leur verdict sur la réunion de l'Eurogroupe à Bruxelles est qu'il a essayé de faire sortir de force la Grèce de l'union monétaire mais qu'il a été bloqué par des forces plus puissantes, dont Washington. Ils pensent qu'Angela Merkel a donné l'ordre de se calmer à son ministre des finances. Cela s'est passé après que le vice-chancelier allemand, le social démocrate Sigmar Gabriel, a demandé que l'on mette fin aux « Diktats », et après que M. Tsipras a prévenu Mme Merkel au cours d'une conversation téléphonique que Syriza ferait défaut sur la dette si les choses continuaient dans cette voie.

La Grèce compte sur le soutien tacite de la France et de la Commission Européenne. « Il y a un schisme au sein de la Troïka », a déclaré M. Varoufakis à une radio locale. « Nous discuterons avec la Commission. Celle-ci peut se coordonner avec la BCE si elle veut ».

Cette interview radio a choqué Berlin, précisément parce qu'elle révèle ce que les dirigeants de Syriza disent à leurs auditeurs en Grèce, et comment ils interprètent les événements. Une fois encore, M.



Varoufakis a répété qu'il y aura bien une exemption d'une partie de la dette, et ce « très rapidement », quelles qu'en soient les réfutations, pour la forme, des créanciers. M. Varoufakis a dit que Syriza avait mis son « veto » sur les exigences de l'Eurogroupe d'accroître l'excédent budgétaire primaire, de 0,6% du PIB en 2014 à 3% cette année et à 4,5% l'année prochaine – un crime contre la science économique, dit-il – et leur intention est d'interpréter ce que signifie cette concession de la manière la plus large possible.

De telles obligations auraient été « catastrophiques » pour un pays qui se trouve déjà en dépression et dont le système de crédit ne fonctionne plus, a-t-il dit. Par conséquent, ces exigences seront donc « recadrées » à la réalité des circonstances économiques, et plus en accord avec la vision plus souple du FMI quant au multiplicateur budgétaire. Pour M. Varoufakis, « C'est une très grande avancée ».

Au lendemain de l'accord, M. Tsipras a dit aux fidèles du parti que la Grèce « avait gagné la bataille, mais pas la guerre », en infligeant la première défaite au régime de l'austérité. La façon dont on voit les choses en Grèce est que les forces conservatrices de droite en Europe ont tenté d'écraser leur révolution démocratique à la première occasion et qu'elles avaient été contenues.

Un épisode qui en dit long. Mikis Theodorakis, a écrit une lettre ouverte à M. Tsipras lui enjoignant de défier M. Schäuble et de renvoyer les « Bavarois » dans les cordes. Il a évoqué un grief historique, dénigrant la dynastie Wittelsbach qui a été imposée à la Grèce en 1833 par les puissances étrangères – sans chercher le consentement des Grecs – et qui a rapidement mis en faillite leur jeune Etat. M. Tsipras au lieu de l'ignorer, a appelé à congratuler le vieux lion, l'invitant au palais présidentiel le lendemain. De tels réflexes sont étroitement observés par Berlin, et par Moscou.

Il est évident que M. Tsipras marche sur des œufs, même si sa cote de popularité a explosé pour atteindre 87% ! Les premières émeutes anti-Syriza ont éclaté jeudi soir dans le quartier d'Exarchia, à Athènes, alors que des anarchistes encagoulés ont lancé des cocktails Molotov et ont mis le feu à une voiture pour protester contre la « capitulation » face à l'UEM.

Moins visibles, mais plus menaçantes, sont les puissantes forces au sein de l'oligarchie économique qui commencent à se poser la question de savoir si elles ne feraient pas mieux de protéger leurs intérêts particuliers en dehors de l'euro et de toute surveillance de l'UE. Elles ont des liens avec l'appareil militaire, policier et de sécurité.

M. Varoufakis a dit que le danger latent est l'extrême-droite. « Si les gouvernements pro-européens et démocratiques tel que celui auquel j'appartiens sont asphyxiés, et si les gens qui les ont élus sont poussés au désespoir, les seules personnes à bénéficier de cette situation seront les fanatiques, les racistes, les nationalistes et tous ceux qui vivent de la peur et de la haine », a-t-il dit à Charlie Hebdo. Pour l'instant, c'est calme au sein de la classe ouvrière du quartier de Nikaia, où un chanteur de rap avait été tabassé à mort dans la rue en 2013 par les milices du parti Aube Dorée. Pourtant, il serait imprudent d'ignorer le risque. Cette municipalité avait 30 familles enregistrées comme pauvres et dans le besoin en 2009. Ce chiffre est monté à 330 en 2011. Il est actuellement de 1350. « Ils n'ont plus d'argent », dit un vieux militant de la lutte contre la pauvreté pour le conseil municipal. « La récession a eu raison des petites usines de confection et de cuir dans ce quartier. Les gens ont perdu leur emploi, leurs boutiques, leurs assurances familiales, et se sont enfoncées dans la dette, tout cela d'un coup ».

Ce vieux militant, M. Fiorentis, avoue qu'il n'y a pas grand-chose que son bureau sous-financé peut faire pour enrayer cette détresse. Sans se faire d'illusions, il accorde une bénédiction caustique à Syriza. « S'ils ne disent pas autant de mensonges que le précédent gouvernement, ce sera un bon début ».

M. Tsipras jongle avec les priorités. Jusqu'à présent, il a montré des nerfs d'acier et fait preuve d'un remarquable sang-froid. Il a survécu à un débat houleux de 10 heures lors du comité de Syriza la semaine dernière, avec seulement cinq députés qui ont voté contre l'accord passé avec l'UEM. Pourtant, les critiques à propos de l'accord de Bruxelles ont été sévères. Panagiotis Lafazanis, le chef de file de la "Plate-forme de gauche" de Syriza, a dit que ses forces n'accepteront pas le moindre recul par rapport à « l'orientation de la gauche radicale ».

Le Premier ministre tient compte des mises en garde. La privatisation des services d'énergie, des aéroports et des ports maritimes a été annulée ou fera l'objet d'une sérieuse révision, ne laissant intacts que les accords « achevés ». C'est une lecture minimaliste du texte signé à Bruxelles, un autre signe que Syriza n'a aucune intention de céder à l'herméneutique très différente de M. Schäuble. « Nous annulerons la privatisation du Pirée », a dit George Stathakis, le ministre de l'économie. Bien qu'il soit fils d'un armateur crétois et qu'il ait reçu une éducation britannique, c'est un économiste marxiste – les deux facettes de Syriza !

« Il [le port du Pirée] restera de façon permanente sous contrôle majoritaire de l'Etat. Il n'y a aucune bonne raison de le transformer en un monopole privé », a-t-il dit. Effectivement, ce port génère un revenu pour l'Etat. Syriza soupçonne que la principale raison pour laquelle la Troïka fait pression pour une vente-éclair à 25 milliards d'euros dans un marché déprimé est de collecter les dettes des puissances créancières. Autrement cela n'aurait aucun sens.

Le parallèle avec la Commission financière internationale, en 1898, qui s'est occupée de la gestion de la dette grecque, n'échappe à personne. La ligue des six puissances détentrices d'obligations avait saisi les droits de douane du port du Pirée et pris d'autres revenus provenant des droits postaux, du tabac, du sel, du pétrole et même des cartes à jouer.

Un vieux routier de la diplomatie européenne à Athènes a dit que la Troïka est si déterminée à soutirer de l'argent qu'elle a fermé les yeux sur les accords douteux élaborés spécialement pour les puissants oligarques. « Ces ventes sont des coups, qui bénéficient tous au même cercle. Nous savons exactement qui est le plus gros contrebandier de carburant destiné à la navigation et pourquoi rien n'a été fait. Il était très proche du gouvernement précédent. Syriza ne fait pas partie de ce système et n'est l'obligée de personne.

C'est ce programme de recouvrement des dettes qui a nourri en Grèce le mécontentement pour le mot « réforme ». Les Grecs savent grâce aux comptes-rendus du FMI qui ont été révélés que leur pays a été sacrifié par le premier plan de sauvetage de 2010 afin de sauver l'euro et les banques européennes à un moment où l'UEM ne disposait d'aucune défense contre la contagion. « La restructuration de la dette aurait dû être sur la table », dit le membre brésilien du FMI.

À la place, la Troïka a imposé plus de dettes à la Grèce, enrôlant les contribuables de l'union monétaire dans ce qui aurait être un différend entre l'Etat grec et les détenteurs privés d'obligations. « L'Europe, dans sa sagesse, a décidé de traiter cette faillite en faisant porter le plus gros prêt de l'histoire humaine sur les épaules les plus faibles, le contribuable grec. Ce que nous avons eu depuis est l'asphyxie budgétaire », a déclaré M. Varoufakis.

Le gouvernement a réduit sa charge salariale d'un tiers en cinq ans. Les emplois dans le secteur public ont chuté de 170.000. Les salaires ont baissé en moyenne de 22,5%. Pourtant, la dette s'est envolée, passant de 157% du PIB en 2012 à 182% l'année dernière.

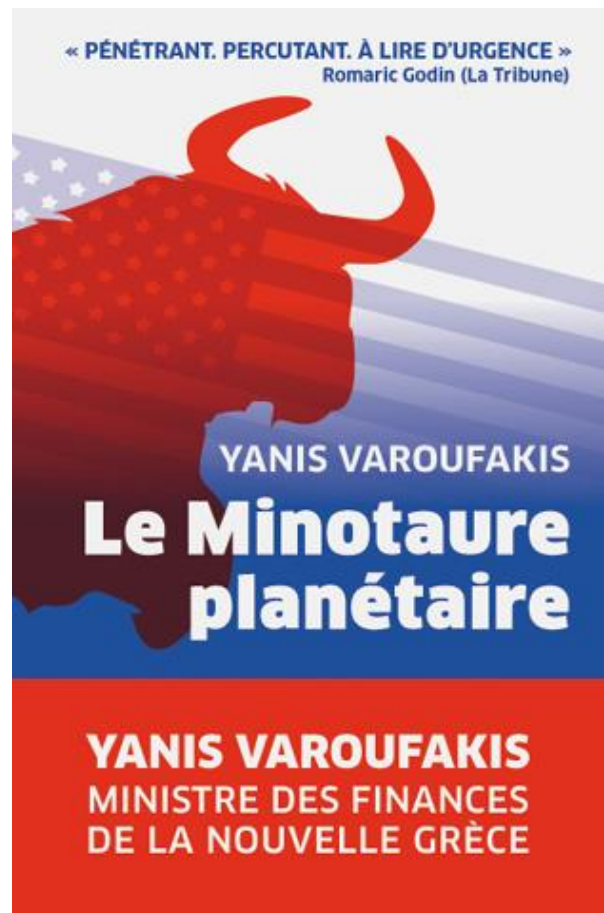
Telle est la tâche de la Grèce. La férocité des coupes budgétaires – sans stimulation monétaire ou l'habituelle dévaluation et réduction de la dette dans l'ensemble de mesures du FMI – a provoqué la contraction de l'économie d'un quart, réduisant la base qui doit porter le poids de la dette. Les gains obtenus de l'austérité ont été submergés par les forces plus puissantes de la dette-déflation. Le FMI a admis dans un mea culpa que la Troïka a dépassé la dose thérapeutique du resserrement budgétaire.

A présent, on dit à la Grèce de réduire sa dette à 124% du PIB au cours des cinq prochaines années afin de respecter le mémorandum de la Troïka. C'est le Grand Mensonge du plan de sauvetage de la Grèce, perpétué par les créanciers afin de tromper leurs propres démocraties chez eux. Le ministre de l'économie a haussé les épaules et rigolé lorsque je lui ai demandé comment son pays prévoyait d'atteindre cet objectif manifestement absurde.

Syriza espérait mettre fin à cette comédie en obtenant d'alliés en Europe du Sud qu'ils appellent à une conférence sur la dette au niveau de l'UEM sur le modèle de l'Accord de Londres de 1953, qui ouvrit la voie au redressement de l'après-guerre. Ici, ils ont visé trop haut. L'effet insidieux du plan de sauvetage est que la Grèce doit maintenant de l'argent aux contribuables italiens et espagnols, entre autres, ce qui complique énormément le paysage politique.

Dans tout litige normal avec les créanciers, la position de Syriza serait sans espoir. Mais rien dans cet épisode n'est normal. Si l'UEM devait forcer la Grèce à sortir de l'euro en retirant les liquidités bancaires et en provoquant délibérément l'effondrement du système financier grec – pour lequel la BCE a un devoir d'assistance en vertu des traités européens – elle créerait un Etat martyr pour l'ensemble de la Gauche européenne. L'inviolabilité de l'union monétaire serait bafouée et elle risquerait d'être réduite à un taux de change fixe, invitant ensuite à attaquer le maillon le plus faible. L'expérience extraordinaire de solidarité de l'UE se retrouverait en miettes. Le système de sécurité occidental se retrouverait confronté à l'agitation dans les Balkans. Il devrait traiter avec un Etat rempli d'amertume – hostile à l'OTAN, et prêt à jouer la carte russe – le long d'un arc d'instabilité s'étendant de l'Ukraine à Afrique du Nord en passant par le Levant. C'est la raison pour laquelle le Président américain Barack Obama est intervenu, plaidant auprès de la Chancelière Merkel d'éviter le pire. Les enjeux sont trop élevés pour les ministres des finances.

Qui a réellement la main dans cette partie de poker stratégique est loin d'être clair ! Les deux camps peuvent raisonnablement calculer que l'autre se couchera en premier à chaque date limite à venir. L'un d'eux à tort. C'est ce qui rend ce drame si fascinant et si dangereux.



Bulletin d'adhésion pour la saison 2014-2015



Bulletin d'adhésion à *Présence de la Grèce* pour l'année 2014-15

☐ Tarif « normal » : 20 € ☐ Tarif étudiant : 10 € ☐ Tarif couple : 35 €

NOM : _____ Prénom(s) : _____

Adresse postale : _____

Code Postal : _____ Commune : _____

Adresse électronique : _____ Téléphone: _____

☐ Par chèque : ou ☐ en espèces auprès d'un membre du Bureau

Présence de la Grèce : Faculté Arts Lettres Langues - <http://presencedelagrece.free.fr>

33 rue du Onze novembre 42023 SAINT-ETIENNE CEDEX 2

Notre Adresse électronique : presencegrece@orange.fr

Adresse électronique : presencegrece@orange.fr

Plan sommaire di site « Tréfilerie » de l'université de Saint-Etienne
Où se déroulent nos conférences et activité
De 18 heures précises à 20h.



Notre amphi habituel, l'amphi E01.

Entrée par la rue Tréfilerie du côté de la loge.

Voir plan ci-contre.

Faculté ALL (Arts Lettres Langues) 33 rue du Onze novembre à Saint-Etienne